



Emploi et population active entre 2006 et 2011 en Midi-Pyrénées : La dynamique toulousaine atténue les effets de la crise

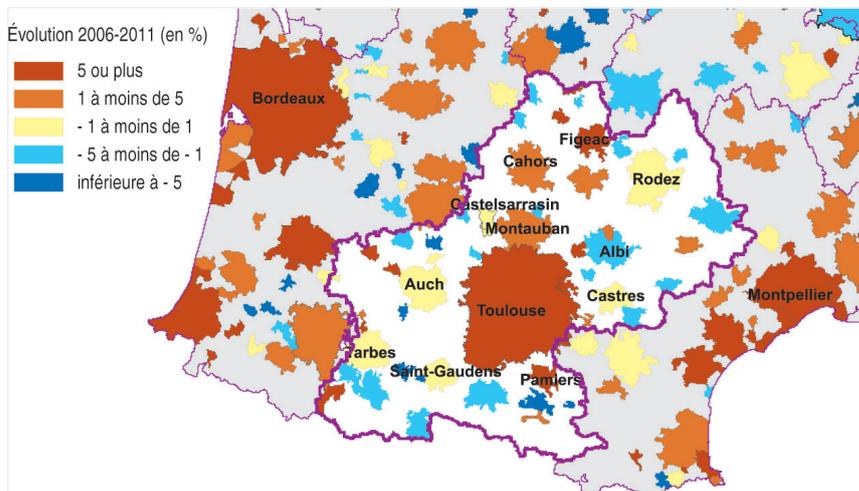
La crise économique amorcée en 2008 a pesé de manière inégale sur l'emploi et son évolution dans les territoires. Les plus grandes aires urbaines du pays résistent mieux : entre 2006 et 2011, le nombre d'emplois y augmente, la tertiarisation du tissu productif se poursuit et s'accompagne d'une montée en qualification. Le cas de l'aire urbaine de Toulouse est emblématique : à l'aune de sa dynamique démographique, l'emploi augmente fortement dans la troisième aire urbaine de province et en 2011 le chômage reste à son niveau de 2006. Portée par l'aéronautique et le spatial, l'industrie y résiste. Les espaces sous l'influence croisée de ces aires urbaines, notamment les grandes, bénéficient de la proximité des villes. La situation est plus contrastée dans les autres grandes aires urbaines de la région. Si le nombre d'emplois est plus élevé en 2011 qu'en 2006 dans la plupart d'entre elles, la part des chômeurs augmente partout sans exception. Les petites et moyennes aires ressortent fragilisées : emploi, population totale et nombre d'actifs entre 25-54 ans y sont en recul.

Thierry Guillaume

Entre 2006 et 2011, l'emploi progresse de 3,9 % en Midi-Pyrénées, contre + 1,9 % en moyenne en métropole. Dans le même temps, la population totale des 25-54 ans, qui constituent la plus grande partie de la population en âge de travailler, augmente de 1,1 %. Cependant, compte tenu de la hausse de l'activité, féminine notamment, le nombre d'actifs de 25 à 54 ans progresse encore plus fortement (+ 2,5 %). Face à ces évolutions socio-démographiques, les territoires ne sont pas égaux pour traverser la crise amorcée en 2008. Que ce soit dans l'ensemble de la métropole ou à l'intérieur même de la région, les espaces urbains et sous l'influence des villes résistent mieux à l'érosion de l'emploi, et ce d'autant plus que les aires urbaines sont grandes, alors que de nombreuses petites villes et les territoires ruraux isolés souffrent davantage.

1 Forte hausse de l'emploi dans les grandes métropoles

Évolution de l'emploi total entre 2006 et 2011 selon l'aire urbaine



Sources : Insee, recensements de la population 2006 et 2011

L'aire urbaine de Paris et les très grandes aires urbaines de province ont mieux traversé la crise. Le cas de l'aire urbaine de Toulouse, l'une des plus dynamiques de métropole, est emblématique. Entre 2006 et 2011, l'emploi y progresse de 8,3 % (+ 43 000 emplois), alors qu'il n'augmente que très peu (+ 0,8 %) dans l'ensemble des grandes aires urbaines, en dehors de Paris et des treize plus grandes de province. L'emploi régresse même dans les moyennes et petites aires. Dans l'aire urbaine de Toulouse, la troisième de province par la population et le nombre d'emplois, la progression de l'emploi est même beaucoup plus forte qu'à Paris (+ 2,6 %) ou qu'en moyenne dans les autres très grandes aires urbaines de province (+ 4,4 %). Seule celle de Montpellier fait mieux (+ 10,9 %).

Portée par l'aéronautique et le spatial, l'industrie toulousaine résiste : la baisse des emplois industriels est limitée à 0,7 % dans l'aire urbaine, alors qu'elle est forte aux niveaux métropolitain (- 11,3 %) et régional (- 5,3 %). Là encore, seule l'aire urbaine de Montpellier affiche un meilleur résultat. Au final, comme dans les autres très grandes aires urbaines, la part de l'emploi industriel recule dans l'aire toulousaine, du fait de la forte hausse de celles de la construction, du commerce, des services et de l'administration. Cette baisse est cependant deux fois moins marquée qu'au niveau national. Par rapport aux autres très grandes aires urbaines, l'augmentation du nombre d'emplois y est beaucoup plus forte dans le commerce, les services et l'administration. Là encore, la différence est marquée aux niveaux national et régional entre les très grandes aires urbaines d'une part et les moyennes et petites aires d'autre part : l'emploi dans ces trois grands secteurs (construction, commerce-services, administration) progresse certes, mais beaucoup moins.

Entre 2006 et 2011, l'aire urbaine toulousaine fait face à la plus forte hausse de la population active des 25-54 ans parmi les très grandes aires urbaines (+ 6,5 %). Cette forte croissance est d'abord liée au dynamisme démographique : avec 16 000 habitants supplémentaires chaque année, Toulouse est l'une des très grandes aires urbaines les plus attractives du pays. L'emploi y progresse en nombre mais aussi en qualification : la forte augmentation de la part des cadres et professions intellectuelles supérieures parmi l'ensemble des actifs de 25 à 54 ans, l'une des plus élevées parmi les très grandes aires urbaines, en témoigne. En 2011, elle est ainsi la très grande aire urbaine de province dont la part des cadres est la plus importante (24,5 %). Seule l'aire urbaine de Paris reste largement devant (27,9 %), même si l'écart s'est un peu réduit.

2 Toulouse a mieux traversé la crise que les autres grandes aires

| Aire urbaine | Évolution du nombre d'emplois entre 2006 et 2011 | Part du tertiaire en 2011 | Évolution de la population | Évolution de la population active | Évolution part des chômeurs parmi les actifs |
|----------------|--|---------------------------|----------------------------|-----------------------------------|--|
| | (%) | (%) | (%) | (%) | (point) |
| | De 25 à 54 ans entre 2006 et 2011 | | | | |
| Toulouse | 8,3 | 79,8 | 5,0 | 6,5 | 0,0 |
| Tarbes | -0,6 | 79,8 | -5,6 | -4,3 | 1,1 |
| Montauban | 2,8 | 80,9 | 5,0 | 5,9 | 2,3 |
| Albi | -1,5 | 80,5 | -2,4 | -1,4 | 1,8 |
| Rodez | -0,1 | 73,9 | -1,9 | -1,4 | 1,2 |
| Castres | -0,3 | 76,7 | -4,1 | -3,3 | 0,8 |
| Cahors | 1,7 | 80,5 | -0,7 | 0,2 | 1,5 |
| Auch | 0,4 | 80,8 | -3,2 | -1,0 | 0,7 |
| Pamiers | 8,9 | 74,1 | 3,1 | 4,5 | 1,4 |
| Saint-Gaudens | 0,7 | 77,0 | -1,2 | 0,5 | 2,6 |
| Castelsarrasin | -0,2 | 77,2 | -5,6 | -6,0 | 1,7 |
| Figeac | 8,6 | 63,8 | -2,8 | -1,3 | 0,8 |

Sources : Insee, recensements de la population 2006 et 2011

Le chômage n'épargne pas la ville rose et ses alentours mais là aussi, l'aire urbaine de Toulouse s'en sort mieux : entre 2006 et 2011, la part des actifs de 25 à 54 ans se déclarant chômeurs stagne dans l'aire urbaine de Toulouse, alors qu'elle augmente à Paris et dans dix des douze autres très grandes aires urbaines.

Les autres grandes aires urbaines suivent... de loin

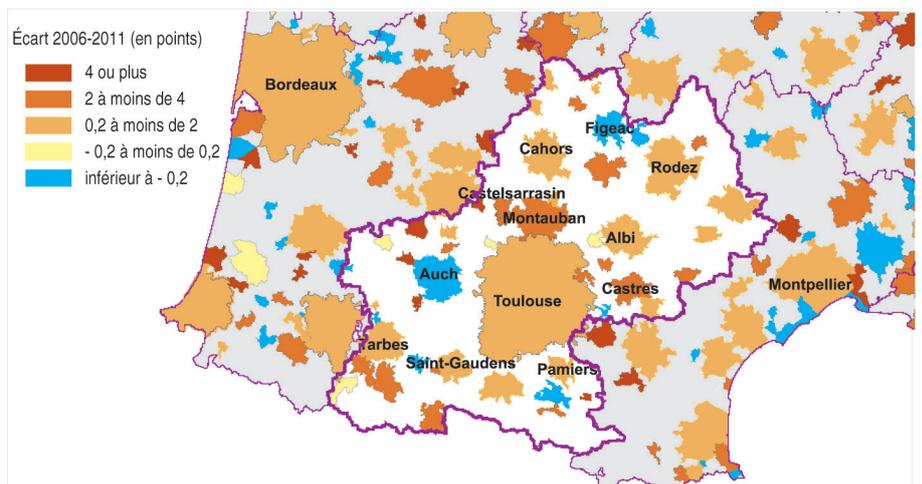
Entre 2006 et 2011, comme dans le reste du territoire métropolitain, l'emploi progresse dans l'ensemble des onze autres grandes aires urbaines de Midi-Pyrénées (figure 1), comme celles de Tarbes, Montauban, Albi, Rodez, Castres... Cette hausse (+ 1,0 %) est néanmoins beaucoup plus faible que dans l'aire urbaine de Toulouse et elle est comparable à celle de l'ensemble des autres grandes aires urbaines de métropole, en dehors

des très grandes. L'emploi industriel y résiste mieux aussi : sa part dans l'emploi total reculant deux fois moins que dans l'ensemble des autres grandes aires urbaines métropolitaines (hors très grandes aires). La part du commerce, des transports et des services augmente quant à elle plus fortement. A contrario, la croissance de l'emploi dans la construction, l'administration, la santé et l'action sociale y est plus faible. Au final, la part de l'emploi dans ces secteurs stagne.

Quelques grandes aires urbaines de Midi-Pyrénées sont même très dynamiques (figure 2). Ainsi, l'emploi progresse fortement dans celles de Pamiers (+ 8,9 %) et de Figeac (+ 8,6 %). À Pamiers, l'une des trois aires urbaines les plus dynamiques de la région en matière d'accroissement démographique, la progression concerne tous les secteurs d'activité hors agriculture, et particulièrement le commerce, les services et

3 La tertiarisation de l'emploi se poursuit dans presque toutes les aires urbaines

Écart entre la part du tertiaire dans l'emploi total en 2006 et celle de 2011



Sources : Insee, recensements de la population 2006 et 2011

l'administration (figure 3). À Figeac, l'emploi industriel, porté par l'aéronautique, bénéficie d'une forte hausse en cinq ans (+ 16,3 %).

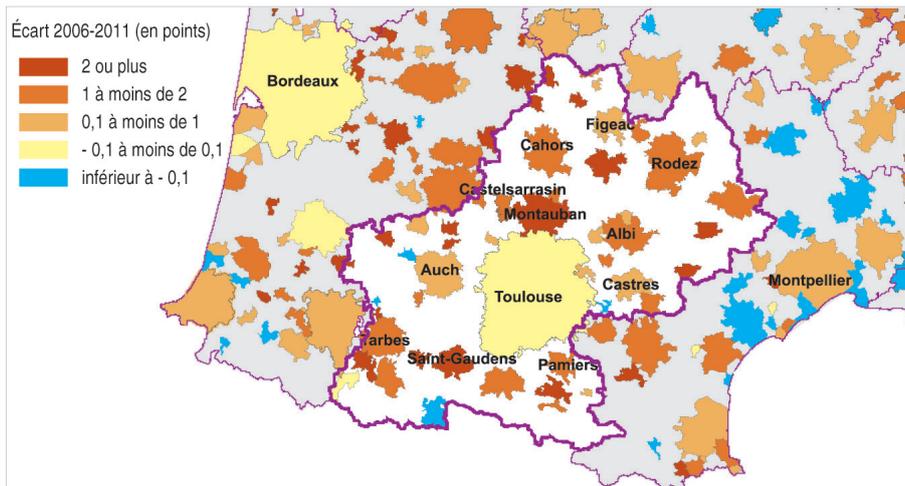
Entre 2006 et 2011, la population active des 25-54 ans baisse légèrement dans l'ensemble des autres grandes aires urbaines de la région (- 0,7 %), à l'exception de celles proches de Toulouse, qui bénéficient d'un fort dynamisme démographique. Ainsi, la population active des 25-54 ans dans les aires urbaines de Pamiers et de Montauban augmente (respectivement de 4,5 % et de 5,9 %). Cette catégorie de population est stable dans l'aire urbaine de Saint-Gaudens, mais baisse dans les autres grandes aires, particulièrement celles de Castelsarrasin, Tarbes et Castres.

La croissance de l'emploi dans les onze grandes aires urbaines de la région s'accompagne d'une montée en qualification, moins forte cependant qu'à Toulouse ou, à un degré moindre, que dans les autres grandes aires urbaines du pays. Comme ailleurs en effet, la part des employés et des ouvriers baisse mais de manière plus limitée en Midi-Pyrénées. Parallèlement, la proportion de cadres et professions intellectuelles supérieures augmente sensiblement, notamment à Figeac, Albi ou Castres, mais moins que dans l'aire urbaine de Toulouse.

Si l'emploi augmente, le chômage progresse lui aussi entre 2006 et 2011. La part des chômeurs est en hausse dans les grandes aires urbaines de Midi-Pyrénées (figure 4), et même davantage que dans celles de métropole dans leur ensemble. Cependant, en 2011, cette part reste un peu moins élevée par rapport à celles de l'ensemble des grandes aires métropolitaines (hors très grandes aires), notamment parce qu'elle est particulièrement faible dans certaines aires urbaines, comme celles de Rodez, de Figeac ou encore d'Auch. D'autres aires sont en revanche très touchées (Castelsarrasin, Castres, Montauban).

4 Progression du chômage, sauf à Toulouse

Écart entre la part des chômeurs parmi les actifs de 25-54 ans en 2006 et celle de 2011



Sources : Insee, recensements de la population 2006 et 2011

Les petites villes souffrent davantage

Entre 2006 et 2011, l'emploi baisse dans l'ensemble des petites et moyennes aires de Midi-Pyrénées (- 1,1 %), comme dans celles de métropole. Dans ces petites villes et leurs zones d'influence, souvent réduites, la faible augmentation du tertiaire ne compense pas la forte baisse de l'emploi industriel (- 8,8 % en cinq ans). La part de l'industrie ne représente plus que 15,8 % en 2011, contre 17,1 % cinq ans auparavant. Certaines aires sont toutefois très dynamiques : c'est le cas de celles de Biars-sur-Cère, Lavaur, Eauze, Gaillac et Argelès-Gazost, où la progression de l'emploi est supérieure à 8 %.

Comme l'ensemble de la population des 25-54 ans dans ces aires moyennes ou petites, la population active à ces âges se réduit mais, comme ailleurs, la montée en qualification de l'emploi se poursuit (figure 5). Ainsi la part des cadres, techniciens et professions intermédiaires progresse au détriment de celle des ouvriers. Ce constat cache quelques disparités : la part des ouvriers augmente dans 4 aires sur 10. C'est

le cas dans certaines petites aires comme celles de Beaumont-de-Lomagne et d'Argelès-Gazost.

Dans l'ensemble des moyennes et petites aires de Midi-Pyrénées, la part des chômeurs dans la population active augmente plus fortement que dans ces mêmes catégories d'aires au niveau national. Dans certaines, la hausse est même assez forte, comme à Vic-en-Bigorre, Lectoure, Gramat ou encore Foix.

Les espaces multipolarisés profitent de leur proximité avec les grandes aires

En Midi-Pyrénées, comme ailleurs, les communes multipolarisées constituent des espaces sous l'influence croisée de plusieurs pôles d'emploi, souvent de grandes aires urbaines, et bénéficient de la dynamique des villes. L'emploi y progresse entre 2006 et 2011 (+ 1,7 %). La hausse est plus marquée qu'au niveau de l'ensemble des communes métropolitaines de ce type (+ 1,4 %), notamment en raison de la progression plus forte de la construction et du tertiaire, et malgré une plus forte baisse de l'emploi industriel ou agricole. Ces espaces bénéficient aussi dans la région d'une dynamique démographique plus forte qu'en moyenne en métropole. Au final, la structure de l'emploi évolue : l'agriculture et l'industrie ne représentent respectivement plus que 16,7 % et 14,0 % des emplois en 2011, contre 20,0 % et 16,2 % cinq ans auparavant. Cette baisse est même plus accentuée qu'au niveau national.

Grâce à l'attractivité de ces communes multipolarisées, le « noyau dur » de la population active, constitué par les 25-54 ans, y augmente fortement en cinq ans (+ 4,5 %). L'évolution de la structure de l'emploi et sa montée en qualification sont marquées : la part des cadres, artisans, chefs d'entreprise et

5 Attractivité de Toulouse et des espaces multipolarisés

| | Évolution du nombre d'emplois entre 2006 et 2011 | Part du tertiaire en 2011 | Évolution de la population | Évolution de la population active | Évolution part des chômeurs parmi les actifs |
|--|--|---------------------------|----------------------------|-----------------------------------|--|
| | (%) | (%) | (%) | (%) | (point) |
| | De 25 à 54 ans entre 2006 et 2011 | | | | |
| Aire urbaine de Toulouse | 8,3 | 79,8 | 5,0 | 6,5 | 0,0 |
| Autres grandes aires | 1,0 | 77,9 | - 1,7 | - 0,6 | 1,5 |
| Moyennes aires | - 1,6 | 74,7 | - 4,1 | - 3,0 | 1,8 |
| Petites aires | - 0,5 | 71,8 | - 5,0 | - 3,9 | 1,4 |
| Communes multipolarisées | 1,7 | 58,0 | 2,1 | 4,5 | 0,4 |
| Communes isolées hors influence des villes | - 0,6 | 60,1 | - 4,8 | - 2,9 | 0,6 |
| Midi-Pyrénées | 3,9 | 75,4 | 1,1 | 2,5 | 0,6 |

Sources : Insee, recensements de la population 2006 et 2011

Dynamisme de l'emploi dans la couronne périurbaine de Toulouse

Si l'emploi croît fortement dans l'unité urbaine de Toulouse entre 2006 et 2011 (+ 7,5 %), il augmente davantage dans la couronne périurbaine (+ 13,3 %). En lien avec le fort accroissement démographique à l'œuvre depuis plusieurs années, cette croissance est due à la forte augmentation de l'emploi dans le commerce, les services, l'administration, la santé et l'action sociale. Au final, la part du tertiaire (71,8 % des emplois en 2011) progresse fortement (+ 4,3 points), mais reste moins importante que dans l'agglomération. Dans la couronne périurbaine, deux autres secteurs sont en effet davantage présents en termes d'emplois : l'agriculture, quasiment absente de l'agglomération, et la construction.

Le dynamisme démographique de la métropole toulousaine se traduit par une forte hausse de la population des 25-54 ans entre 2006 et 2011, notamment des actifs (+ 3,9 % pour l'agglomération et + 13,1 % pour la couronne). L'attractivité résidentielle des cadres et professions intellectuelles supérieures est forte en particulier dans la couronne périurbaine. Cette part des cadres dans la couronne (17,7 %) reste cependant inférieure à celle observée dans le pôle urbain (27,4 %), la plus élevée des très grandes aires urbaines de province. Parallèlement, la part des chômeurs déclarés dans la population active stagne dans la couronne toulousaine et reste faible en 2011 par rapport aux autres espaces midi-pyrénéens.

La crise dans les territoires à travers le recensement

Pour la première fois depuis la mise en place des enquêtes annuelles de recensement, les résultats de deux millésimes de recensement peuvent être comparés directement, à l'aune des cinq années écoulées entre 2006 et 2011. Deux années de comparaison intégrant la survenue de la crise économique de 2008 permettent ainsi de mesurer les effets de cette crise en scrutant l'évolution de la population active, de l'emploi, voire du chômage. L'imprécision liée au caractère déclaratif de ce dernier dans les enquêtes de recensement interdit cependant une analyse poussée : le chômage au sens du recensement ne correspond pas tout à fait à celui utilisé habituellement et correspondant à la définition du Bureau international du travail (BIT). Il permet néanmoins de faire des comparaisons spatiales à un niveau fin. Dans cette étude, le champ se limite aux actifs de 25 à 54 ans afin de mesurer l'impact de la crise sur le « noyau dur » de la population active, à des âges où la très grande majorité des personnes sont en emploi ou en recherche d'emploi. On analyse ainsi les effets directs de la crise sur l'activité. Dans un contexte économique difficile, les plus jeunes et les plus âgés sont eux davantage susceptibles de modifier leur comportement en entrant ou sortant plus ou moins tardivement de la vie active.

L'approche territoriale choisie est celle du zonage en aires urbaines : celles-ci constituent les zones d'influence, en termes d'emplois, des villes, au sens de l'unité urbaine (agglomération). Ces aires sont qualifiées de petites aires (1 500 à moins de 5 000 emplois), moyennes aires (5 000 à moins de 10 000 emplois) et grandes aires urbaines (au moins 10 000 emplois). Parmi ces dernières, et en dehors de Paris, les treize plus grandes aires urbaines de province sont appelées très grandes aires urbaines : Lyon, Marseille, Toulouse, Lille, Bordeaux, Nice, Nantes, Strasbourg, Grenoble, Rennes, Rouen, Toulon et Montpellier.

professions intermédiaires augmente de plus d'un point. Les professions intermédiaires sont désormais aussi nombreuses que les ouvriers. La part des employés augmente aussi sensiblement et celles des ouvriers et des agriculteurs se réduisent fortement.

La proportion d'actifs se déclarant chômeurs augmente dans ces espaces mais à un rythme moindre qu'au niveau national, contrairement à ce qui se passe dans les moyennes et petites aires. En 2011, cette proportion reste plus faible que dans l'ensemble de la région (8,9 % contre 10,3 %).

Loin des villes, loin de la dynamique de l'emploi

Dans les communes rurales isolées de Midi-Pyrénées, loin de l'influence des villes, l'emploi recule légèrement (- 0,6 %) entre 2006 et 2011, alors qu'il stagne au niveau national (+ 0,3 %). La progression de l'emploi tertiaire ne permet pas de compenser les fortes baisses des emplois industriels et agricoles.

La population active des 25-54 ans diminue dans ces communes (- 2,9 %). La montée en

qualification de l'emploi est perceptible aussi, mais moins qu'ailleurs. La part des agriculteurs baisse sensiblement. En 2011, ces derniers n'y représentent plus que 12,7 % de la population active, contre 15,3 % cinq ans auparavant. La part des actifs se déclarant chômeurs augmente au même rythme que dans l'ensemble des communes rurales isolées de métropole mais reste, en 2011, à un niveau assez bas dans la région (8,9 %). ■

Insee Midi-Pyrénées

36, rue des Trente-Six Ponts
BP 94217
31054 Toulouse Cedex 4

Directeur de la publication :

Jean-Philippe Grouthier

Rédacteur en chef :

Bruno Mura

ISSN : en cours

© Insee 2014

Pour en savoir plus

- « Crise économique et financière : Midi-Pyrénées relativement épargné », *6 Pages* n°126, mai 2010.
- « Nouvelles aires urbaines : en Midi-Pyrénées l'influence des villes se renforce et s'étend », *6 Pages* n°138, octobre 2011.
- « En matière d'emploi, les métropoles ont davantage résisté à la crise », *Insee Première* n° 1503, juin 2014.



Insee
Mesurer pour comprendre